Les attitudes européennes ont-elles enfin joué un rôle dans les élections au Parlement européen ?

Have European attitudes at last played a role at the European Parliament elections ?

Céline Belot et Virginie Van Ingelgom

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2991>

DOI : 10.4000/ress.2991

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2015

Pagination : 49-78

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Céline Belot et Virginie Van Ingelgom, « Les attitudes européennes ont-elles enfin joué un rôle dans les élections au Parlement européen ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 53-1 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2991> ; DOI : 10.4000/ress.2991

LES ATTITUDES EUROPÉENNES ONT-ELLES ENFIN JOUÉ UN RÔLE DANS LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN ?

CÉLINE BELOT & VIRGINIE VAN INGELGOM

Sciences Po Grenoble, PACTE / FNRS – Université catholique de Louvain
celine.belot@sciencespo-grenoble.fr / virginie.vanengelgom@uclouvain.be

Résumé. Longtemps les élections européennes ont été désignées comme des élections nationales de second ordre où partis et électeurs ne se positionnaient pas sur les questions européennes mais uniquement sur des enjeux nationaux. Ces dernières années, un certain nombre de travaux tendent à montrer que ce n'est plus le cas. Cet article teste l'hypothèse d'un choix électoral proprement «européen», dépendant des attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne, à partir de données collectées lors des élections européennes de 2014 dans cinq pays : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France et l'Italie. Plus précisément, il vise à faire ressortir les logiques plurielles à l'œuvre dans les liens opérant entre attitudes et vote en se focalisant sur deux dimensions particulières du scrutin de 2014 : l'abstention électorale proprement européenne et le vote divergent – à savoir le vote pour un parti différent de celui pour lequel on déclare une proximité partisane.

Mots-clés : abstention, attitudes, élections européennes 2014, Union européenne, vote.

Abstract. European elections used to be considered as national second-order elections where parties and voters tended to position themselves on national rather than European issues. These last years, some researchers have claimed this is not true anymore. This article tests the hypothesis of a “European” electoral choice, directly influenced by citizens’ attitudes towards European integration, using data collected at the time of the 2014 European elections in five countries: Austria, France, Germany, Italy and Spain. More specifically, it aims to highlight the plural logic at work operating between attitudes and voting behavior by focusing on two particular dimensions of the vote in 2014: what we call a true European abstention, expressing discontent with the EU and the divergent vote understood as the vote for a different party than the one for which the respondent has declared a particular partisanship.

Keywords : citizens’ attitudes, European elections 2014, European Union, turnout, voting.

INTRODUCTION

Depuis 1979 et l'article fondateur de Karlheinz Reif et Hermann Schmitt (1980), les élections européennes sont analysées comme des « élections nationales de second ordre ». « De second ordre » car elles sont perçues par les partis, les médias et les électeurs comme étant des élections de faible importance permettant d'évaluer l'état des forces en présence au niveau national, en particulier quand elles se situent à mi-mandat par rapport aux principales élections nationales et notamment les élections législatives. « Nationales » car non seulement ces élections sont organisées au niveau national – bien que le cadre européen se soit fait un peu plus contraignant ces quinze dernières années –, mais elles opposent des partis nationaux – même si les principaux sont rattachés à des fédérations de partis au niveau européen – sur des enjeux pour l'essentiel nationaux. De fait, la plupart des travaux ces quarante dernières années ont montré que les électeurs ne s'y trompaient pas et qu'ils déclaraient voter aux élections européennes principalement pour exprimer leurs choix au sein de l'espace politique national. Pourtant depuis quelques années, certains auteurs soutiennent que les citoyens expriment de plus en plus à travers leur vote des préférences relatives à l'intégration européenne. Si tel est le cas, nous devrions alors plus particulièrement l'observer pour les élections européennes de 2014. En effet, ces élections ont eu lieu dans un contexte économique où l'intégration européenne est apparue non seulement comme un enjeu particulièrement saillant ces six dernières années mais aussi très controversé. Jamais l'Union européenne (UE) n'a connu en son sein autant de forces politiques se positionnant fortement contre la poursuite du processus d'intégration voire pour l'abandon du projet européen. Jamais autant d'électeurs ne se sont déclarés sceptiques ou ambivalents à l'égard de ce projet. Les élections européennes de 2014 ont-elles vu s'affirmer un vote sur enjeu européen ? Plus précisément, les citoyens ont-ils pris en compte leurs attitudes à l'égard du processus d'intégration européenne en déposant leur vote dans les urnes ?

Ce travail offre des premiers éléments de réponse à cette question en s'appuyant sur une enquête post-électorale réalisée notamment dans cinq pays, la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie¹. Dans une première partie, nous proposons de revenir sur les principaux résultats des travaux portant sur le vote aux élections européennes et les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne pour en dresser un état de l'art nécessairement sélectif. Dans la lignée de ces travaux, mais en renouvelant le questionnement du lien entre attitudes et vote grâce au recours à des données originales d'enquête, nous proposons de concentrer nos analyses non pas sur l'ensemble des électeurs mais sur deux catégories très spécifiques de citoyens que nous identifions comme des abstentionnistes proprement européens et des électeurs votant en discontinuité par rapport à leur proximité partisane déclarée. Dans une deuxième partie, nous justifions ces choix et présentons notre opérationnalisation ainsi que les analyses descriptives de l'ensemble de nos variables dépendantes – l'abstention européenne et le vote en discontinuité – ainsi que de nos variables indépendantes – les attitudes à l'égard de l'intégration européenne. Enfin, dans une troisième partie de notre texte, nous étudions, à l'aide d'analyses de régression, le rôle joué par les attitudes à l'égard de l'intégration européenne dans le vote et l'abstention lors des élections de 2014.

I. VOTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET ATTITUDES À L'ÉGARD DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Entérinée lors du sommet de Paris en décembre 1974, l'élection du Parlement européen visait alors pour les partisans d'une Europe plus intégrée à faire de la Communauté européenne un véritable système politique démocratique. Le rapport Vedel stipulait ainsi que : « pour accomplir les missions qui attendent la Communauté entrée dans la période définitive, celle-ci a besoin d'une légitimation démocratique communautaire en sus de celle que lui trans-

¹ Les données utilisées sont celles de l'enquête post-électorale « *Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014* » (Sauger, Dehousse, Gougou, 2015), administrée par Internet dans sept pays – la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Grèce et le Portugal – entre le 28 mai et le 12 juin 2014. Nos remerciements à Nicolas Sauger pour avoir mis les données à notre disposition.

mettent les gouvernements responsables»². Certains estimaient en outre que les élections susciteraient des débats autour des questions à l'agenda communautaire. À ces espoirs, les premières élections au Parlement européen répondent par un démenti. Plusieurs observateurs de l'époque le résument ainsi : « Dans une élection qui fut dramatisée mais dont ne dépendait pas le choix d'un "nouveau type de société", les jeux de la classe politique n'ont pas séduit et l'enjeu européen a laissé indifférent » (Bibes et al., 1979, p. 1050).

Pour autant, dès cette époque, l'un des résultats au moins est perçu comme une expression des opinions des citoyens à l'égard de l'intégration européenne, celui de l'abstention. Le faible taux de participation est en effet présenté comme « un échec pour l'Europe » (ibid.). D'élection en élection, l'abstention aux élections européennes apparaît comme le symptôme de l'incapacité du projet européen à mobiliser les électeurs (Steed, 1984 ; Chaussier et Labayle, 1995). Les référendums des années 1990 et 2000, les vifs débats auxquels ils donnent lieu et la forte participation qu'ils suscitent viennent cependant remettre en cause cette perception (Svensson, 2002 ; Garry et al., 2005), même si la question reste en débat, la forte participation pouvant être analysée avant tout comme l'expression d'un plus ou moins fort soutien pour les gouvernants en place (Franklin et al., 1994 ; Franklin, 2002).

Au-delà de la question de l'abstention, la perception que l'intégration européenne ne constitue pas un enjeu lors des élections européennes, ni pour les partis, ni pour les électeurs apparaît très consensuelle de la fin des années 1970 aux années 2000 (Menke et Gordon, 1980). Dès 1979, les élections européennes sont qualifiées d'élections nationales de second ordre (Reif et Schmitt, 1980 ; Marsh, 1998). Elles sont mal connues (Bréchon et al., 1995) et leur visibilité médiatique est faible (Lodge, 1979 ; De Vreese et al., 2006). Surtout, organisées selon des règles nationales (Smith, 1995) – même si le scrutin proportionnel finit par s'imposer – elles voient s'affronter au sein de chaque système politique national des partis nationaux (Lodge et Herman, 1980) qui, pour les

2 « Rapport du groupe ad hoc pour l'examen du problème de l'accroissement des compétences du Parlement européen – Rapport Vedel », *Bulletin des Communautés Européennes*, 4, 1972, p. 33.

plus importants d'entre eux, n'ont aucun intérêt à se défier sur les questions européennes puisqu'ils partagent une position commune favorable à la poursuite du processus d'intégration européenne (Taggart, 1998). Dès lors, pour les partis comme les électeurs, et en l'absence de conséquence directe du vote sur la décision politique au niveau européen, le scrutin européen apparaît surtout comme expressif et permettant d'établir un état des lieux des forces politiques en présence, en particulier lorsqu'il a lieu à mi-mandat d'élections de premier ordre comme les élections législatives (Van der Eijk et Franklin, 1996).

Pour autant, malgré ces caractéristiques générales des scrutins européens, des auteurs ont défendu dès les années 1990 que certains électeurs votaient bien aux élections européennes pour exprimer des choix relatifs à l'intégration européenne. Des travaux ont ainsi montré qu'au niveau individuel la probabilité de s'abstenir dépendait des attitudes à l'égard de l'Europe, les plus favorables à l'Europe étant les plus participatifs (Blondel, Sinnott et Svensson, 1997). De la même manière, au niveau agrégé, les pays où le taux de participation est le plus fort sont aussi ceux qui bénéficient le plus du budget communautaire et où le soutien à l'intégration européenne est le plus affirmé (Mattila, 2003 ; Stockemer, 2011). Il semblerait donc que le positionnement des citoyens sur les questions européennes participe de leur pension ou non à aller voter aux élections européennes.

Au-delà de la question de la participation, d'autres travaux insistent sur le rôle que les enjeux européens peuvent jouer sur le choix électoral. Le fait que les partis les plus divisés sur les questions européennes fassent toujours des scores moindres aux élections européennes qu'à d'autres élections a également été analysé comme une preuve de la prise en compte des enjeux européens par les électeurs dans leur vote aux élections européennes (Ferrara et Weishaupt, 2004). Au niveau individuel, Michael Marsh (2007) a montré que les électeurs qui pensent que l'intégration européenne va trop vite sont moins susceptibles de voter pour les partis de gouvernement aux élections européennes. Simon Hix et Michael Marsh (2007) ont également mis en évidence que si les nouveaux partis réussissent mieux aux élections européennes, répondant en cela aux attentes du modèle de l'élection de second ordre, c'est

beaucoup plus vrai pour ceux qui se montrent très clairement eurosceptiques, preuve que l'enjeu européen a bien une influence sur le choix électoral.

Plus spécifiquement, le relatif succès des partis verts aux élections européennes de 1989 a été analysé comme une demande de la part des citoyens de transfert de compétences à la Communauté européenne dans le domaine de l'environnement dans le contexte de l'après Tchernobyl (Curtice, 1989). Analysant les élections suivantes, d'autres auteurs affirment également que le vote pour les partis verts exprime la volonté de renforcer la capacité de l'UE à intervenir dans ce domaine (Carrubba et Timpone, 2005). L'importance de l'enjeu européen sur le choix électoral est encore plus avérée dans le cas des partis qui font de l'intégration européenne leur enjeu essentiel, voire leur seul enjeu. Le cas des deux partis Danois, le Mouvement de Juin et le Mouvement du Peuple contre l'UE se présentant uniquement lors des élections européennes et rassemblant jusqu'à 25 % des voix lors de l'élection de 1979 est exemplaire (Worre, 1996). Les travaux portant sur le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) insistent également sur le rôle essentiel joué par l'enjeu européen dans le vote pour ce parti (Ford et al., 2012).

De manière plus générale, les travaux les plus récents reconnaissent donc que si les élections européennes sont toujours pour partie des élections de second ordre, elles sont également de plus en plus un moment où les électeurs expriment un vrai choix européen, qu'il soit en faveur de davantage d'intégration ou critique par rapport à l'UE (Hobolt et Spoon, 2012)³. Ces résultats se déclinent cependant différemment selon les contextes nationaux, le choix sur enjeux européens jouant un plus fort rôle sur le vote dans l'ex-« Europe des 15 » – en particulier dans les pays comme le Danemark où, du fait de dispositions institutionnelles nationales les questions relatives à l'intégration et l'UE font davantage l'objet de débat au niveau national (Worre, 1996) –, que dans les nouveaux États membres des années 2000 (Hix & Marsh, 2007).

3 Des travaux montrent en outre que dans certains partis au moins les députés au Parlement européen semblent chercher à répondre aux souhaits de leurs électeurs sur les questions européennes. Ils semblent donc considérer que leurs électeurs leur accordent un mandat européen (Arnold et Sapir, 2013).

Ces résultats sont renforcés par de nombreux autres travaux qui montrent que, depuis quinze ans, non seulement l'enjeu européen peut participer du choix électoral lors des élections européennes, mais qu'il est également pris en compte par les électeurs dans leur vote au niveau national dans un contexte où les divisions entre partis sur les enjeux européens sont devenues plus visibles (Hutter et Grande, 2014). Au début des années 2000, Cees Van der Eijk et Mark Franklin décrivaient l'enjeu européen comme un « géant endormi » susceptible, s'il se réveillait, de bouleverser profondément les ordres politiques nationaux (Van der Eijk et Franklin, 2004). D'autres auteurs ont montré que l'enjeu européen a joué à de nombreuses occasions un rôle sinon essentiel du moins non négligeable dans certaines élections nationales de premier ordre (Gabel, 2000 ; Tillman, 2004, De Vries 2007 ; Schoen, 2008 ; De Vries, 2009 ; Belot et al., 2013) et que l'enjeu européen est désormais l'un des enjeux sur lesquels les électeurs se décident non seulement dans les anciens États membres, mais également dans les nouveaux (De Vries et Tillman, 2011).

Dans la lignée de ces travaux, nous nous proposons donc de poser la question du rôle joué par les attitudes à l'égard de l'UE et du processus d'intégration sur le vote aux élections européennes à partir de données relatives aux élections de mai 2014. Ces élections devraient avoir été beaucoup plus que d'autres le moment de l'affirmation d'un choix sur l'intégration européenne à travers le vote, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en mai 2014, la visibilité de l'UE dans les États membres est forte. Six ans après le début de la crise économique, à un moment où les incertitudes concernant la capacité des États membres à sortir de cette crise sont toujours d'actualité, l'UE est largement présentée comme faisant pression sur les États pour réduire leurs dettes et, partant, elle apparaît très largement responsable de l'incapacité des États à produire une relance économique. Par ailleurs, l'entrée au Parlement européen de nombreux députés eurosceptiques (Treib, 2014) permet d'envisager que certains électeurs ont bien fait un choix relatif à l'intégration européenne au moment de voter.

2. COMPARATIVE ELECTORAL DYNAMICS IN THE EUROPEAN UNION IN 2014: PRÉSENTATION DES DONNÉES ET DES VARIABLES

Si nous posons la question somme toute classique du lien entre attitudes et vote aux élections européennes – question très largement abordée par la littérature comme nous venons de le montrer – notre démarche aura ceci d'originale que nous concentrerons nos analyses non pas sur la population dans son ensemble, mais sur deux catégories très particulières de citoyens européens. Il s'agira tout d'abord d'observer ce lien auprès des abstentionnistes proprement européens pour ensuite analyser l'impact des attitudes à l'égard de l'intégration européenne sur les électeurs qui ont voté pour un autre parti que celui dont ils se déclarent proches. Le choix de ces deux catégories particulières repose à la fois sur une hypothèse théorique forte et sur une opportunité empirique. Nous faisons ainsi l'hypothèse que ces deux comportements – l'abstention pour raisons européennes et le vote en discontinuité – devraient trouver leur explication pour partie dans des attitudes à l'égard de l'intégration européenne. Nous considérons en effet ces deux comportements comme des manifestations possibles de l'enjeu européen dans les préférences électorales des citoyens européens. Selon nous, ils cristallisent les expressions de l'enjeu européen dans les comportements électoraux. Autrement dit, ce sont des traces du « géant endormi » (Van der Eijk et Franklin, 2004). Mais il s'agit également d'une opportunité empirique puisque leur étude est normalement rendue difficile de par le fait qu'ils représentent chacun une sous-catégorie de la population étudiée qui se révèle être relativement peu nombreuse. Les données de l'étude « *Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014* » nous permettent de mener ces analyses. Cette enquête post-électorale administrée par Internet dans sept pays – la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Grèce et le Portugal – a notamment l'avantage de reposer sur de très gros échantillons dans les cinq premiers pays⁴, ce qui permet notamment des analyses plus fines sur des sous-échantillons. Pour cette raison, nos analyses portent uniquement sur ces cinq pays.

4 Les échantillons sont de 4 000 individus dans les 5 premiers pays et de 1 000 en Grèce et au Portugal.

Pour mesurer si les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne ont ou non joué un rôle sur le choix d'aller voter ou de s'abstenir, l'enquête nous offre deux variables dépendantes : la première porte sur le fait d'être ou non allé voter, la seconde a été posée uniquement aux abstentionnistes et leur demande si leur choix de ne pas aller voter exprime ou non un mécontent à l'égard du Parlement européen (voir les questions 1 ci-dessous).

Questions 1. Variables dépendantes relatives à l'abstention

Nous avons maintenant quelques questions sur les élections européennes. Beaucoup de personnes ne sont pas allées voter lors des élections européennes du 25 mai 2014. Et vous, est-ce que vous êtes allé(e) voter?

1. Je n'ai pas voté lors des élections européennes.
2. J'ai pensé aller voter, mais finalement je n'y suis pas allé(e).
3. Je vais généralement voter, mais cette fois je n'y suis pas allé(e).
4. Je suis sûr d'avoir voté lors des élections européennes du 25 mai.

En ne votant pas ou en votant blanc à cette élection, qu'est-ce que vous vouliez exprimer (échelle en 10 positions)?

0 signifie «Je ne voulais pas du tout exprimer de mécontentement contre l'Union européenne».

10 signifie «Je voulais seulement exprimer du mécontentement contre l'Union européenne».

Comme dans toute enquête, les personnes qui déclarent avoir voté sont plus nombreuses dans notre échantillon qu'en réalité (voir le tableau 1 ci-après). Soulignons cependant que cet effet est renforcé dans l'enquête utilisée, en raison probablement du mode d'administration du questionnaire. Ainsi, alors que dans ces cinq pays les taux de participations aux dernières élections européennes ont varié entre 42,4 % en France et 57,2 % en Italie, en passant par 43,8 % en Espagne, 45,4 % en Autriche et 48,1 % en Allemagne⁵, 67,3 % des enquêtés français et 78,2 % des italiens déclarent avoir voté à ces élections. Pour autant, nous ne nous intéressons pas ici à la mesure de la participation ou de l'abstention, mais aux raisons de l'abstention. La taille importante des échantillons nous permet bien de ne travailler que sur les abstentionnistes, et ainsi de nous interroger sur

5 Chiffres officiels disponibles sur le site du Parlement européen: <<http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/election-results-2014.html>>.

leurs raisons, alors même qu'ils sont moins nombreux en proportion dans notre échantillon qu'en réalité. Or, parmi les abstentionnistes, ils sont près de 24 % en Allemagne et jusqu'à près de 45 % en Espagne à affirmer qu'ils ont choisi de s'abstenir uniquement pour exprimer un mécontentement à l'égard de l'UE, ce qui semblerait attester de l'existence d'une vraie abstention sur enjeu européen. Il s'agira de préciser ce résultat à travers nos analyses.

Tableau 1. Tris à plat par pays de la participation aux élections européennes et du taux d'abstention pour raisons européennes uniquement

	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	AUTRICHE	TOTAL
<i>Participation déclarée aux élections du 25 mai 2014</i>						
A VOTÉ	67,3%	69,3%	78,2%	67,1 %	65,7%	69,5%
N'A PAS VOTÉ	32,7%	30,7%	21,8%	32,9%	34,3%	30,5%
N	3877	3999	3885	3909	3924	19494
<i>Abstention exprimait seulement un mécontentement contre l'UE (Échelle de 1 à 10)</i>						
EXPRIMAIT SEULEMENT DU MÉCONTENTEMENT (10)	26,2%	23,4%	40,4%	44,7%	32,5%	33,1 %
MOYENNE	5,93	5,89	6,68	7,35	6,37	6,44
ÉCART TYPE	3,60	3,37	3,63	3,22	3,47	3,50
N	1385	1242	909	1380	1378	6294

Note: données pondérées pour un redressement sociodémographique.
Source: Enquête post-électorale « Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 ».

Nous ne limitons pas notre analyse à l'unique effet des attitudes sur le choix d'aller voter ou de s'abstenir, nous regardons aussi ce qui se passe du côté des comportements effectifs des électeurs, donc de ceux qui ont décidé de voter. Ici, il s'agit bien d'étudier ce que Catherine De Vries a appelé le « EU issue voting » (2007). Pour ce faire, nous avons construit une variable dépendante permettant de saisir si un répondant a voté pour le parti dont il déclare se sentir proche – nous désignerons ce comportement comme un vote en continuité – ou si au contraire un répondant déclare avoir voté pour un parti différent de celui dont il s'est déclaré en particulier proche (voir les questions 2 ci-après).

Questions 2. Variables dépendantes relatives au comportement électoral

Pour quelle liste avez-vous voté? (Liste de partis par pays).

Vous sentez-vous proche d'un parti politique en particulier? Si oui de quel parti vous sentez-vous proche? (Liste de partis par pays).

Variable binaire construite pour les individus se déclarant en particulier proche d'un parti:

0 = vote en continuité

1 = vote divergent

Il est souvent très difficile d'appréhender le rôle d'un enjeu spécifique ou d'une thématique particulière sur le vote. Cela l'est en particulier pour les électeurs qui choisissent de voter pour le parti dont ils se déclarent le plus proche. À l'évidence, ils ont pu lors de ces élections voter pour ce parti en exprimant le choix d'une certaine forme d'intégration mais les données dont nous disposons ne nous permettent pas de bien distinguer ce qui au moment de voter relève de leur volonté d'exprimer un choix européen des autres raisons pour lesquelles ils peuvent avoir voulu voter pour ce parti. Pour cette raison, et dans l'objectif de repérer l'existence ou non d'un vote exprimant un choix sur l'intégration européenne, nous avons choisi de nous intéresser exclusivement aux enquêtés qui, ayant déclaré une proximité partisane, n'ont pas voté pour ce parti au moment de voter aux élections européennes⁶. Dans notre échantillon, ce sont ainsi 15,5 % des enquêtés en Allemagne et jusqu'à 45,7 % en Espagne qui ont voté pour un parti différent de celui dont ils s'affirment le plus proche (voir le tableau 2, ci-après). Nos analyses porteront donc uniquement sur ces enquêtés, ce qui permet une fois encore la grande taille de l'échantillon de départ.

6 Ce faisant nous excluons aussi de l'analyse tous les électeurs qui n'ont pas déclaré de proximité partisane. Soulignons cependant que parmi les électeurs qui déclarent ne pas avoir été voté aux élections de 2014, 52,4% d'entre eux déclarent également n'avoir aucune proximité partisane alors que ce pourcentage n'est que de 32,0% parmi les votants. L'absence de proximité partisane semble donc pour partie nourrir l'abstention à laquelle nous nous intéressons par ailleurs.

Tableau 2. Continuité entre la proximité partisane et le vote

	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	AUTRICHE	TOTAL
Vote exprimé aux élections du 25 mai 2014 et proximité partisane						
CONTINUITÉ	67,4%	84,3%	77,9%	55,7%	82,9%	73,9%
DIVERGENCE	32,6%	15,7%	22,1%	44,3%	17,1%	26,1%
N	1741	1493	2085	1236	1147	7702

Note: données pondérées pour un redressement sociodémographique.
Source: Enquête post-électorale «Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014».

Dans la plupart des études consacrées aux rapports des citoyens à l'intégration européenne, les attitudes européennes des citoyens sont étudiées comme des variables dépendantes. Il s'agit alors d'expliquer quelles sont les attitudes des individus à l'égard de l'intégration européenne, si elles sont structurées et comment. Dans notre article et dans la lignée des travaux présentés précédemment, la perspective est inversée, il s'agit de comprendre l'impact de ces attitudes sur le vote aux élections européennes. Les attitudes à l'égard de l'intégration européenne sont donc intégrées comme des variables indépendantes.

Questions 3. Variables indépendantes

De manière générale, les choses suivantes sont-elles une bonne chose ou une mauvaise chose?» (trois réponses possibles, une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise).

- «L'appartenance de [pays] à l'Union européenne»
- «L'euro»

Vous considérez vous comme...

- «[National] uniquement»
- «[National] et Européen»
- «Européen et [National]»
- «Européen uniquement»

À propos de l'Union européenne, certains disent que la souveraineté nationale devrait être rétablie. D'autres disent que l'intégration européenne devrait être menée plus loin. Quelle est votre opinion? (Échelle en 10 positions).

- 0 signifie que «la souveraineté nationale devrait être rétablie».
- 10 signifie que «l'intégration européenne devrait être menée plus loin».

En choisissant de voter pour cette liste, est-ce que la désignation du prochain président de la Commission européenne a été importante ou n'a pas été importante pour votre choix?

0 signifie pas importante du tout.

10 signifie extrêmement importante.

Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

L'enquête offre plusieurs variables qui permettent de saisir les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne (voir les questions 3 ci-dessus). La première est une question classique des enquêtes Eurobaromètres : il s'agit de savoir si l'appartenance de son pays à l'UE est une bonne ou une mauvaise chose. Cette variable est reconnue comme un bon indicateur du jugement général porté sur l'UE. La deuxième porte spécifiquement sur l'euro et peut être considérée comme une mesure du soutien utilitaire ou du soutien lié aux performances du système politique européen. La troisième porte plus précisément sur une forme de soutien identitaire. Il s'agit de savoir si l'enquêté se considère ou non comme Européen. Enfin, nous avons montré dans nos travaux antérieurs que les citoyens considèrent l'UE non pas seulement pour ce qu'elle est mais pour ce qu'ils anticipent qu'elle sera. Pour le dire autrement, ils ne considèrent pas, ou du moins pas seulement, l'UE comme un système politique stable et établi mais comme un processus toujours en mouvement (Belot et Van Ingelgom, 2014). Nous disposons dans l'enquête d'une quatrième variable qui nous permet de prendre en compte cet aspect processuel, à travers une échelle que nous avons recodée en trois positions : ceux qui souhaiteraient moins d'intégration (les *backward*), ceux qui se satisfont du stade d'intégration actuel (les satisfaits) et ceux qui souhaitent que l'UE poursuive son processus d'intégration (les *forward*). Soulignons que si tous ces indicateurs sont bien corrélés, ils ne sont pas redondants (voir le tableau 1 des annexes⁷). Ils saisissent donc bien différentes dimensions des attitudes des citoyens à l'égard de l'UE et du processus d'intégration. Enfin, cette élection avait en outre ceci de particulier qu'elle permettait également de s'interroger sur une autre forme de « vote européen », celui consistant

7 Les annexes sont accessibles en ligne à l'adresse suivante : <<http://ress.revues.org/3007>>.

à vouloir à travers le vote jouer un rôle dans l'élection du président de la Commission européenne (*Spitzenkandidat*). Notre analyse portant sur le vote en continuité ou vote divergent intègre donc aussi cette dimension du vote aux élections européennes de 2014 comme variable indépendante.

Les fréquences par pays de ces quatre variables sont présentées dans le tableau 3 ci-dessous. Elles mettent en évidence combien les citoyens sont aujourd'hui à la fois divisés et ambivalents sur les questions européennes : près de 30 % des citoyens ne pouvant déterminer dans notre enquête si l'appartenance de leur pays à l'UE ou à l'euro sont des « bonnes » ou « mauvaises choses »⁸. Au-delà de ce constat valable pour tous les pays, les différences nationales sont assez marquées. Ainsi, en Autriche 24 % des enquêtés considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE est une mauvaise chose et 44 % souhaiteraient moins d'intégration, alors qu'en Italie 51,5 % en souhaiteraient davantage. Par ailleurs, le sentiment d'appartenance à l'Europe est beaucoup plus partagé chez les Espagnols (82,8 % se sentent soit « Espagnol et Européen », soit « Européen et Espagnol », soit « Européen seulement ») que chez les Italiens (57 %)⁹.

8 Dans la dernière enquête Eurobaromètre (81, printemps 2014) de la Commission européenne où la question est posée, les taux sont très proches puisque ce sont 30,3 % des Européens (UE28) qui affirment que l'appartenance de leur pays à l'UE n'est ni une bonne ni une mauvaise chose et 14,3 % d'entre eux qui voient l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose (EB 81 du printemps 2014).

9 La même question est posée dans l'Eurobaromètre 81 et donne des résultats très proches.

Tableau 3. Fréquences des variables relatives aux attitudes à l'égard de l'Europe

	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	AUTRICHE	TOTAL
<i>L'appartenance de son pays à l'UE</i>						
BONNE CHOSE	51,7%	58,3%	55,0%	55,8%	46,2%	53,4%
NI BONNE NI MAUVAISE	32,3%	30,1%	28,6%	29,5%	29,9%	30,1%
MAUVAISE CHOSE	16,0%	11,6%	16,4%	14,7%	23,9%	16,5%
N	3992	4005	3993	3998	3992	19980
<i>L'euro</i>						
BONNE CHOSE	41,5%	44,2%	36,9%	39,4%	47,2%	41,8%
NI BONNE NI MAUVAISE	30,9%	28,6%	28,0%	27,4%	26,6%	28,3%
MAUVAISE CHOSE	27,6%	27,2%	35,1%	33,2%	26,2%	29,8%
N	3987	4003	3982	3995	3979	19946
<i>Sentiment d'appartenance (question Moreno)</i>						
[NATIONALITÉ] SEULEMENT	37,2%	35,5%	43,0%	17,3%	34,5%	33,5%
[NATIONALITÉ] ET EUROPÉEN	55,0%	50,3%	46,3%	66,5%	51,8%	54,0%
EUROPÉEN ET [NATIONALITÉ]	6,1%	10,9%	8,3%	8,3%	10,7%	8,9%
EUROPÉEN SEULEMENT	1,6%	3,2%	2,4%	8,0%	3,0%	3,6%
N	4006	4007	3996	4000	3991	20000
<i>L'intégration européenne devrait être menée plus loin</i>						
BACKWARD	30,5%	34,1%	30,1%	25,2%	43,8%	32,7%
SATISFAIT	27,6%	24,9%	18,3%	29,3%	23,2%	24,7%
FORWARD	41,9%	41,1%	51,5%	45,5%	33,0%	42,7%
N	3934	3939	3915	3946	3795	19529
<i>Importance de la désignation du prochain président de la Commission dans le vote</i>						
PAS IMPORTANT (0 à 4)	38,1%	51,6%	41,1%	37,3%	64,8%	45,8%
NI IMPORTANT NI PAS IMPORTANT (5)	19,9%	13,6%	17,2%	16,7%	12,7%	16,2%
IMPORTANT (6 à 10)	42,0%	34,7%	41,7%	46,0%	22,4%	38,0%
MOYENNE	4,84	4,07	4,72	5,02	3,09	4,40
ÉCART TYPE	3,14	3,31	3,23	3,17	3,21	3,28
N	2104	2156	2392	2085	1703	10449

Note: données pondérées pour un redressement sociodémographique.

Source: Enquête post-électorale « Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 ».

Concernant l'importance sur le vote de la désignation du prochain président de la Commission européenne, pour plus de facilité, nous avons présenté les données en découpant l'échelle en trois catégories¹⁰. La fréquence par pays de cette variable met en évidence les grandes disparités d'un pays à l'autre sur ce point. De façon quelque peu surprenante, ce n'est pas en Allemagne, pays à la fois accoutumé à la procédure des *Spitzenkandidaten* et dont deux des cinq candidats étaient originaires, que cette nouvelle « procédure » semble avoir eu le plus d'importance au moment du vote mais en Espagne, en Italie et en France. Par ailleurs, cette question semble avoir eu beaucoup moins d'impact en Autriche. Il paraît probable qu'elle n'a pas reçu la même couverture médiatique, à la fois en terme de saillance et en terme de *framing*, d'un pays à l'autre, ce qui pourrait expliquer ces différences.

3. COMMENT L'ENJEU EUROPÉEN A-T-IL PESÉ SUR L'ABSTENTION ET LE CHOIX ÉLECTORAL ?

Analyses et résultats

Nous proposons une analyse en deux temps. Il s'agit tout d'abord de déterminer si le choix de voter ou non dépend des attitudes à l'égard de l'intégration européenne. Nous nous intéressons ensuite aux électeurs n'ayant pas voté en conformité avec leur proximité partisane afin d'estimer dans quelle mesure cette distance entre proximité partisane et vote est imputable aux attitudes européennes des individus.

Nous estimons tout d'abord la probabilité individuelle que l'abstention augmente en fonction des attitudes ambivalentes ou négatives des citoyens. L'estimation est obtenue à l'aide d'un modèle logistique binaire puisque notre variable dépendante est dichotomique distinguant les votants (codés 0) des abstentionnistes (codés 1)¹¹. Nous procédons ensuite à une seconde analyse – toujours à l'aide d'une régression logistique binaire – distinguant au sein des abstentionnistes ceux qui déclarent s'être abstenus uniquement pour manifester un mécontente-

10 Dans notre analyse de régression, nous utiliserons néanmoins l'échelle en dix positions.

11 L'opérationnalisation de l'ensemble des variables incluses dans les différents modèles de régression se trouve détaillée dans l'annexe 2: <<http://ress.revues.org/3007>>.

ment envers l'UE (10 sur l'échelle, codés 1) des autres abstentionnistes présentant donc un mélange de raisons nationales et européennes (0 à 9 sur l'échelle, codés 0). Pour rappel, ces abstentionnistes proprement européens représentent entre 23 et 43 % des abstentionnistes déclarés aux élections européennes de 2014.

Dans un premier modèle, nous n'incluons que le set d'attitudes européennes afin de voir quel est leur effet respectif et leur part d'explication de la variance observée. Ensuite, dans un second modèle, une série de variables de contrôle sont introduites. Il s'agit tout d'abord des variables sociodémographiques : l'âge, le sexe, le niveau de revenu et le niveau d'éducation (regroupé en trois modalités). Concernant les variables de contrôle politique, nous en utilisons trois. La première est le positionnement de l'individu sur l'échelle gauche-droite. La seconde est l'intérêt pour la politique. Et la troisième est la participation déclarée aux dernières élections nationales. Enfin, nous avons également introduit une variable de contrôle (*dummy*) pour chaque pays (la France étant catégorie de référence)¹². Le premier modèle permet bien de confirmer que les attitudes européennes entretiennent une relation avec le choix de voter ou non aux élections européennes (voir le tableau 4 ci-après). Ne pas considérer l'appartenance de son pays à l'UE ou à l'euro comme une bonne chose augmente la probabilité de s'abstenir. Dit autrement, l'ambivalence – donc opter pour la catégorie « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose » – ou une évaluation négative à l'égard de ces mêmes enjeux augmentent les chances de s'abstenir. À l'inverse, se définir comme Européen, que ce soit de façon prioritaire ou secondaire, diminue la probabilité de s'abstenir. L'influence de notre variable prospective est en revanche moins évidente puisque l'abstention semble être plus importante chez ceux qui se déclarent les plus satisfaits du stade actuel d'intégration¹³. L'introduction d'un ensemble de variables sociodémographiques et politiques dans le modèle relativise un

12 Les valeurs des coefficients pour ces variables nationales ne sont cependant pas présentées dans le tableau de régressions.

13 Il paraît probable que cette catégorie des « satisfaits » rassemble à la fois des individus qui n'ont pas d'attente particulière à l'égard de l'UE ou sont ambivalents sur cette question – ce qui pourrait expliquer leur plus forte tendance à l'abstention –, et de véritables satisfaits.

peu cet effet des attitudes à l'égard de l'Europe. La relation entre le niveau de diplôme et l'abstention – plus les individus possèdent un diplôme élevé, moins ils tendent à s'abstenir – l'explique pour partie étant donné l'existence d'une relation forte, quel que soit le pays et la période, entre le niveau d'étude et les attitudes à l'égard de l'intégration européenne (Belot, 2002). Pour autant, les effets des variables européennes ne disparaissent pas. L'attitude à l'égard de l'euro reste importante – le fait d'être ambivalent ou critique à l'égard de la monnaie unique nourrissant l'abstention –, tout comme le fait de se sentir Européen ou non, la participation progressant avec l'affirmation de la priorité donnée au sentiment d'appartenance à l'Europe (respectivement : $-0,209$, $SE = 0,057$; $p = ,000$; $-0,355$; $SE = 0,064$; $p = ,000$ et $-0,488$, $SE = 0,135$, $p = ,000$). De fait, ce second modèle met surtout en évidence la relation très forte entretenue entre l'abstention aux élections européennes et l'abstention aux élections précédentes ($2,209$, $SE = 0,063$, $p = ,000$). L'abstention aux élections européennes de 2014 se nourrit donc bien d'une abstention nationale antérieure.

Afin d'être en mesure d'affirmer plus clairement l'existence d'une vraie abstention pour raisons européennes, nous avons donc construit une nouvelle régression qui porte uniquement sur les abstentionnistes qui ont déclaré ne pas être allé voter uniquement en raison de leur mécontentement envers l'UE¹⁴. L'objectif est de confronter ce taux déclaratif d'une abstention aux élections européennes à la fois aux mesures des attitudes à l'égard de l'Europe et à celles explicatives de l'abstention en général afin de déterminer dans quelle mesure il s'agit bien d'une abstention spécifique à ces élections. De nouveau nous avons construit deux modèles. Dans le premier ne sont incluses que les variables relatives à l'Europe, dans le second sont ajoutées les variables sociodémographiques et politiques.

14 Soit pour rappel 33,1 % en moyenne pour les cinq pays de notre enquête, soit 6 294 individus.

Tableau 4. Régressions logistiques binaires avec l'abstention (modèles 1 et 2) et l'abstention pour raisons européennes uniquement (modèles 3 et 4) comme variables dépendantes.

	VOTE [0] / ABSTENTION [1]				ABSTENTION EUROPÉENNE [1]			
	Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4	
	Coef.	s.e.	Coef.	s.e.	Coef.	s.e.	Coef.	s.e.
APPARTENANCE À L'UE	-		-		-			
	,373***	,043	,124*	,055	,302***	,077	,444***	,095
	,257***	,057	,141	,073	,114***	,094	,181***	,118
EURO	-							
	,355***	,046	,208***	,057	,000	,086	-,051	,105
	,401***	,050	,355***	,064	,704***	,086	,400***	,107
IDENTITÉ	N uniquement (Réf)				-			
	National et euro	-,295***	,039	-,175	,049	,066	-,212*	,083
	Euro et national	-,406***	,068	-,312	,088	-,055	-,309	,160
	Euro uniquement	-,233**	,093	-,488*	,135	,277	-,403	,231
	Forward (Réf)	-		-	-			
POURSUITE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	Satisfait	,370***	,042	,117*	,053	,076	,054	,095
	Backward	,089**	,041	,077	,053	,354***	,268**	,092
	I = Femme			-,008	,041		-,137	,073
GENRE								
ÂGE				-,013***	,001		,017***	,002
ÉDUCATION	Inférieure (Réf)							
	Moyenne			-,138*	,065		,141	,110
	Supérieure			-,274***	,070		,169	,126
REVENU				-,026**	,008		-,006	,015

Le premier élément à noter est sans aucun doute l'importance de la part explicative de ces modèles, avec des R^2 de ,148 et ,274. Les résultats de la régression confortent en effet l'existence d'une abstention pour raisons européennes. Les résultats du modèle 3 montrent l'existence d'une relation forte entre les variables de soutien et le fait de déclarer ne pas voter uniquement pour raisons européennes. Le fait de considérer l'appartenance de son pays ou l'euro comme une mauvaise chose augmente significativement la probabilité de s'abstenir uniquement pour exprimer son mécontentement envers l'UE (respectivement : 1,141, SE = 0,094, $p = ,000$ et 0,704, SE = 0,086, $p = ,000$). Souhaiter que soit rétablie davantage de souveraineté renforce également la probabilité de s'abstenir (0,354, SE = 0,073, $p = ,000$) alors que ce souhait n'avait pas d'effet significatif sur l'abstention comprise largement une fois les variables de contrôle incluses dans le modèle (voir modèle 2). L'effet du sentiment d'appartenance est moins évident.

Les résultats du modèle 4 confortent ces résultats puisque non seulement les effets des deux mesures du soutien et de la mesure prospective restent significatifs mais surtout le vote aux dernières élections n'exerce plus l'effet important et significatif qu'il exerçait sur l'abstention dans les modèles 1 et 2. Dans le modèle 4, en effet, le fait de n'avoir pas voté aux dernières élections n'a plus d'effet significatif sur la probabilité de s'être abstenu aux élections européennes uniquement pour exprimer un mécontentement envers l'UE. Tous les résultats concordent donc et permettent d'affirmer que l'abstention aux dernières élections européennes est bien pour partie l'expression d'un choix européen et, plus précisément, d'une ambivalence ou d'un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis de l'UE et de l'intégration¹⁵.

Nos résultats montrent donc que les électeurs s'abstiennent notamment pour des raisons européennes. Mais ces raisons entrent-elles également en compte, pour ceux qui votent, dans le choix d'une liste plutôt que d'une autre ? Pour y répondre nous avons réalisé une troisième régression qui estime

15 Il se peut que l'abstention soit pour partie un choix européen non seulement du point de vue général mais également plus spécifiquement liée à la perception d'un Parlement européen ayant peu de pouvoirs dans le système politique européen (Clark, 2014). Nous n'avons malheureusement pas à notre disposition les données permettant de tester cette hypothèse spécifique.

la probabilité individuelle de la continuité entre la proximité partisane et le choix d'une liste aux élections européennes. L'estimation est obtenue à l'aide d'un modèle logistique binaire puisque notre variable dépendante est dichotomique distinguant ceux ayant voté en continuité avec leur proximité partisane déclarée (codés 0) et ceux n'ayant pas voté en continuité avec leur proximité partisane (codés 1). Nous proposons de nouveau deux modèles, le premier incluant le set d'attitudes européennes, le second les variables socio-démographiques et politiques¹⁶. Dans ce second modèle, nous avons ajouté cette fois la variable portant sur l'importance du choix du président de la Commission dans le vote. Le premier modèle met en évidence des effets significatifs des variables de soutien sur le fait d'avoir voté à ces élections différemment de sa préférence partisane. L'ambivalence à l'égard de l'appartenance de son pays à l'UE ainsi que l'ambivalence et le rejet de l'euro renforcent la probabilité de n'avoir pas voté pour le parti dont les individus se sentent le plus proche (respectivement : 0,327, SE = 0,077, $p = ,000$; 0,200, SE = 0,075, $p < 0,01$ et 0,220, SE = 0,086, $p < 0,01$). De même, le fait de se sentir pour partie et surtout uniquement européen renforce la probabilité de n'avoir pas voté selon sa proximité partisane (0,813, SE = 0,150, $p = ,000$). Notre variable prospective ne semble pas en revanche avoir d'effet important sur le vote. Le premier modèle semble donc indiquer que les attitudes d'ambivalence et de rejet à l'égard de l'intégration européenne mais également, à l'inverse, l'existence d'un fort sentiment d'appartenance à l'Europe peuvent inciter des électeurs à voter aux élections européennes pour un parti qui n'est pas celui dont ils se déclarent le plus proche. L'introduction des variables sociodémographiques et politiques (modèle 2) conforte ces analyses puisque les variables relatives à l'Europe gardent des effets significatifs. Le niveau d'éducation intervient également, un fort niveau de diplôme augmentant la probabilité de faire un choix différent de sa proximité partisane. En revanche, l'effet de l'importance du choix du président la commission est faible, preuve que ce choix n'a pas joué un rôle important dans cette élection et semble aller dans le sens inverse de celui attendu (-0,026, SE = 0,009, $p < 0,01$). En accord avec la littérature sur

16 De nouveau les pays ont été intégrés en *dummy*.

les élections de second ordre, on peut noter que la désapprobation du bilan du gouvernement semble jouer un effet dans ce choix de ne pas voter pour le parti dont l'électeur est le plus proche (-0,073, SE = 0,012, $p=,000$). À l'inverse, approuver le gouvernement ne diminue que légèrement la probabilité de voter pour un parti différent de son parti de proximité. On peut donc conclure que le vote pour un parti différent de celui dont on se sent proche n'apparaît pas uniquement comme un vote de protestation à l'égard des forces politiques en place mais également comme un vote de soutien ou de rejet (ou encore de méfiance due à des positions ambivalentes) à l'égard de l'UE et du processus d'intégration.

Tableau 5. Régression logistique binaire prenant la continuité entre la proximité partisane et le vote comme variable dépendante

Continuité entre la proximité partisane et le vote		CONTINUITÉ [0] / DIVERGENCE [1]			
		Modèle 1		Modèle 2	
		Coef.	s.e.	Coef.	s.e.
APPARTENANCE À L'UE	+ (Réf.)	-		-	
	+ et -	,327***	,077	,262**	,084
	-	,105	,105	-,082	,116
EURO	+ (Réf.)				
	+ et -	,200**	,075	,127	,082
	-	,220**	,086	,030	,097
IDENTITÉ	N uniquement (Réf.)				
	National et euro	,266***	,071	,068	,079
	Euro et national	,230*	,105	,147	,117
	Euro uniquement	,813***	,150	,462***	,169
POURSUITE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	Forward (Réf.)	-			
	Satisfait	,083	,073	-,009	,077
	Backward	,012	,068	-,047	,081
GENRE	1 = Femme			,103	,059
ÂGE				-,008***	,002
ÉDUCATION	Inférieure (Réf.)				
	Moyenne			,199	,110
	Supérieure			,351**	,114
REVENU				-,003	,012

POSITIONNEMENT GAUCHE-DROITE [0-10]	10 = droite			-,056***	,010
INTÉRÊT POLITIQUE [0-10]	10 = très intéressé			,011	,013
IMPORTANCE DU CHOIX DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION [0-10]	10 = Extrêmement important			-,026**	,009
LA SITUATION NATIONALE DU CHÔMAGE	10 = s'est améliorée			,007	,012
APPROBATION DU BILAN DU GOUV. [0-10]	10 = approuve			-,073***	,012
CONSTANTE		-1,462***	,077	-,161	,209
NAGELKERKE R ²		0,15		,110	
N		7487		6603	

Note: données pondérées pour un redressement sociodémographique:

*: $p < 0,05$; **: $p < 0,01$; ***: $p < 0,001$.

Source: Enquête post-électorale «Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014».

CONCLUSION

À la veille des élections européennes de mai 2014, les conservateurs britanniques appelaient à voter «Pour un réel changement en Europe»¹⁷, le Parti socialiste français à «Choisir notre Europe»¹⁸, le SPD allemand «Pour donner une nouvelle direction à l'Europe»¹⁹. La lecture de ces slogans laisse à penser que les grands partis de gouvernements eux-mêmes ont reconnu qu'il s'agissait désormais de faire lors des élections européennes un choix relatif à l'Europe. Loin d'être un truisme, ce constat apparaît nouveau dans le cadre d'élections très longtemps considérées à la fois par les partis et les électeurs comme des élections nationales de second ordre. Affirmer cependant qu'il s'agit désormais de faire aux élections européennes un choix relatif à l'Europe implique non seulement que les partis se positionnent sur des enjeux européens mais également que les citoyens fassent leur choix en fonction de leurs positions sur l'UE et l'intégration européenne.

17 «For real change in Europe», titre du manifeste du Parti conservateur britannique aux élections européennes de 2014: <https://www.conservatives.com/landing_pages/european_election.aspx>.

18 Slogan du Parti socialiste français aux élections européennes de 2014: <<http://www.parti-socialiste.fr/articles/decouvrez-le-manifeste-du-pse-adopte-rome-pour-une-nouvelle-europe>>.

19 «Europa eine neue Richtung geben», titre du manifeste du SPD allemand, aux élections européennes de 2014 <<https://www.spd.de/scalableImageBlob/114930/data/wahlprogramm-data.pdf>>.

Les résultats de nos analyses sur cinq pays membres de l'UE – l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Espagne et l'Italie – montrent qu'une proportion significative des citoyens de ces pays a bien pris en compte ses positions sur l'Europe au moment à la fois de décider ou non d'aller voter et de choisir de voter pour tel ou tel parti aux élections européennes. Il existe en effet une vraie abstention européenne, distincte de l'abstention « traditionnelle ». Avoir des opinions ambivalentes ou négatives à l'égard de l'UE ou souhaiter le rétablissement de la souveraineté nationale prédispose à s'abstenir alors qu'à l'inverse se sentir Européen favorise la participation. Pour le dire autrement, ce sont à la fois les dimensions évaluatives ou affectives, actuelles ou prospectives, du soutien à (ou du rejet de) l'intégration européenne qui entrent en compte dans la décision d'aller voter ou non aux élections européennes.

Par ailleurs, il existe également un vrai vote, sinon sur enjeu européen – les données dont nous disposons ne permettant pas de le montrer – du moins sur des positions européennes. Nos résultats montrent en effet que le vote pour d'autres partis que le parti dont les électeurs se sentent le plus proche ne relève pas uniquement d'un vote sanction ou d'un vote de protestation, logiques qui relèveraient du modèle des élections de second ordre, mais qu'il s'agit également d'un vote pour raisons européennes. En effet, avoir des positions ambivalentes ou négatives à l'égard de l'UE invite les électeurs à ne pas voter, lors de ces élections, pour le parti dont ils se sentent traditionnellement le plus proche. Le fait de lier le choix du président de la Commission aux résultats des élections ne paraît par contre avoir eu que très peu d'incidence sur le vote²⁰.

Nos analyses renforcent donc le constat que les questions européennes tendent de plus en plus à jouer un rôle dans les élections, qu'elles soient nationales ou européennes, de premier ou de second ordre. Dire que les citoyens prennent en compte leurs opinions sur l'Europe au moment de voter ne signifie cependant pas qu'ils sont en mesure d'exprimer de véritables choix pour l'Europe, non seulement en raison de l'offre politique à leur disposition, dans laquelle ne se dégage pas toujours des alternatives politiques clairement identifiables, mais

20 Nos analyses rejoignent sur ce point les premiers résultats publiés par Sara Hobolt (2014).

également parce qu'un certain nombre d'entre eux a développé ces dernières années des attitudes très ambivalentes à l'égard de l'intégration européenne (Van Ingelgom, 2012 et 2014). Les analyses présentées dans le cadre de ce texte ont démontré la nécessité de recourir à différents indicateurs permettant de saisir les attitudes dans leur multi-dimensionnalité. Penser que l'euro est une mauvaise chose n'a pas le même impact sur les comportements électoraux étudiés ici que de considérer plus généralement l'appartenance de son pays à l'UE comme étant une mauvaise chose. Ces évaluations saisissent différentes dimensions du projet européen qui influencent différemment l'abstention ainsi que le vote différencié. Enfin, les résultats de ce texte démontrent également la pertinence de recourir à des échantillons plus larges en vue de permettre l'étude de catégorie spécifique de citoyens européens en particulier – à l'exemple ici des abstentionnistes purement européens et des électeurs « divergents ».

BIBLIOGRAPHIE

- ARNOLD Christine, SAPIR Eliyahu, 2013, « Issue Congruence across Legislative Terms: Examining the Democratic Party Mandate in the European Parliament », *West European Politics*, 36-6, p. 1292-1308.
- BELOT Céline, 2002, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue internationale de politique comparée*, 9-1, p. 11-29.
- , CAUTRES Bruno, STRUDEL Sylvie, 2013, « L'Europe comme enjeu clivant. Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012 », *Revue française de science politique*, 63-6, p. 1081-1111.
- , VAN INGELGOM Virginie, 2014, « Re-Introducing Temporality As a Predicting Factor of Citizens' Attitudes Towards European Integration in Times of Crisis », communication présentée à la 10^e Conférence biennale de l'Association d'études de la Communauté européenne, Montréal, 8-10 mai.

- BIBES Geneviève, MENUJER Henri, DE LA SERRE Françoise, SMOUTS Marie-Claude, 1979, «L'Élection européenne en France, en Grande-Bretagne, en Italie et en République Fédérale d'Allemagne», *Revue française de science politique*, 29-6, p.986-1014.
- BLONDEL Jean, SINNOTT Richard, SVENSSON Pelle, 1997, «Representation and Voter Participation », *European Journal of Political Research*, 32-2, p.243-272.
- BRÉCHON Pierre, CAUTRES Bruno, DENNI Bernard, 1995, «L'évolution des attitudes à l'égard de l'Europe», in *Le Vote des douze*, Pascal Perrineau, Colette Ysmal (éds), Paris, Presses de Sciences Po, p. 153-180.
- CARRUBBA Cliff, TIMPONE Richard, 2005, «Explaining Vote Switching Across First- and Second-Order Elections: Evidence From Europe», *Comparative Political Studies*, 38-3, p.260-281.
- CHAUSSIER Jean-Daniel, LABAYLE Henri, 1995, «Le Nouveau Parlement européen», in *Le Vote des douze*, Pascal Perrineau, Colette Ysmal (éds), Paris, Presses de Sciences Po, p.263-282.
- CLARK Nicholas, 2014, «Explaining Low Turnout in European Elections: The Role of Issue Salience and Institutional Perceptions in Elections to the European Parliament», *Journal of European Integration*, 36-4, p. 339-356.
- CURTICE John, 1989, «The 1989 European Election: Protest or Green Tide? », *Electoral Studies*, 8-3, p.217-230.
- DE VREESE Claes, BANDUCCI Susan, SEMETKO Holli, BOOMGAARDEN Hajo, 2006, «The News Coverage of the 2004 European Parliamentary Election Campaign in 25 Countries », *European Union Politics*, 7-4, p.477-504.
- DE VRIES Catherine, 2007, «Sleeping Giant: Fact or Fairytale? How European Integration Affects National Elections », *European Union Politics*, 8-3, p. 363-385.
- , 2009, «The Impact of EU Referenda on National Electoral Politics: the Dutch Case», *West European Politics*, 32-1, p. 142-171.
- , TILLMAN Erik, 2011, «European Union Issue Voting in East and West Europe: The Role of Political Context», *Comparative European Politics*, 9-1, p. 1-17.

- FERRARA Federico, WEISHAUPT Tim, 2004, «Get your Act Together: Party Performance in European Parliament Elections», *European Union Politics*, 5-3, p.283-306.
- FORD Robert, GOODWIN Matthew, CUTTS David, 2012, «Strategic Eurosceptics and Polite Xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the 2009 European Parliament Elections », *European Journal of Political Research*, 51-2, p.204-234.
- FRANKLIN Mark, VAN DER ELJK Cees, MARSH Michael, 1995, «Referendum Outcomes and Trust in Government: Public Support for Europe in the Wake of Maastricht», *West European Politics*, 18-3, p. 101-107.
- FRANKLIN Mark, 2002, «Learning from the Danish Case: A Comment on Palle Svensson's Critique of the Franklin Thesis», *European Journal of Political Research*, 41-6, p. 751-757.
- GABEL Matthew, 2000, «European Integration, Voters and National Politics», *West European Politics*, 23-4, p.52-72.
- GARRY John, MARSH Michael, SINNOTT Richard, 2005, «'Second-order' versus "Issue-voting" Effects in EU Referendums. Evidence from the Irish Nice Treaty Referendum», *European Union Politics*, 6-2, p.201-221.
- HIX Simon, MARSH Michael, 2007, «Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections», *The Journal of Politics*, 69-2, p.495-510.
- HOBOLT Sara, 2014, «A vote for the President? The Role of *Spitzenkandidaten* in the 2014 European Parliament Elections», *Journal of European Public Policy*, 21-10, p. 1528-1540.
- , SPOON Jae-Jae, 2012, «Motivating the European Voter: Parties, Issues and Campaigns in European Parliament Elections», *European Journal of Political Research*, 51-6, p.701-727.
- HUTTER Swen, GRANDE Edgar, 2014, «Politicizing Europe in the National Electoral Arena: A Comparative Analysis of Five West European Countries, 1970-2010», *Journal of Common Market Studies*, 52-5, p. 1002-1018.
- LODGE Juliet, 1979, «The European Elections of 1979: A Problem of Turnout», *Parliamentary Affairs*, 32-4, p. 448-458.

- , HERMAN Valentine, 1982, *Direct Elections to the European Parliament: A Community Perspective*, London, Macmillan.
- MARSH Michael, 1998, «Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections», *British Journal of Political Science*, 28-4, p.591-607.
- , 2007, «European Parliament Elections and Loss of Governing Parties», in *European Elections and Domestic Politics*, Wouter Van der Brug, Cees Van der Eijk (éds), Notre Dame, University of Notre Dame, p.51-72.
- MATTILA Miko, 2003, «Why Bother? Determinants of Turnout in the European Elections», *Electoral Studies*, 22-3, p.449-468.
- MENKE Kurt, GORDON Ian, 1980, «Differential Mobilisation for Europe: A Comparative Note on some Aspects of the Campaign», *European Journal of Political Research*, 8-1, p.63-89.
- REIF Karl-Heiz, SCHMITT Hermann, 1980, «Nine Second-Order National Elections: A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results», *European Journal of Political Research*, 8-1, p.3-44.
- SAUGER Nicolas, DEHOUSSE Renaud, GOUGOU Florent, 2015, «Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 (CED-EU14): A Data User's Guide», *Les Cahiers européens de Sciences Po*, n°2.
- SCHOEN Harald, 2008, «Turkey's Bid for EU Membership, Contrasting Views of Public Opinion, and Vote Choice. Evidence from the 2005 German Federal Election», *Electoral Studies*, 27-2, p.344-355.
- SMITH Julie, 1995, «The 1994 European Elections: Twelve into One Won't Go», *West European Politics*, 18-3, p. 199-217.
- STEED Michael, 1984, «Failure or Long-haul? European Election and European Integration», *Electoral Studies*, 3-3, p.222-234.
- STOCKEMER Daniel, 2011, «Citizens' Support for the European Union and Participation in European Parliament Elections», *European Union Politics*, 13-1, p.26-46.
- SVENSSON Pelle, 2002, «Five Danish Referendums on the European Community and European Union: A Critical Assessment of the Franklin Thesis», *European Journal of Political Research*, 41-2, p.733-750.

- TAGGART Paul, 1998, «A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party System», *European Journal of Political Research*, 33, p.363-388.
- TILLMAN Erik, 2004, «The European Union at the Ballot Box? European Integration and Voting Behavior in the New Member States», *Comparative Political Studies*, 37-5, p.590-610.
- TREIB Oliver, 2014, «The Voter Says No, but Nobody Listens: Causes and Consequences of the Eurosceptic Vote in the 2014 European Elections», *Journal of European Public Policy*, 21-10, p. 1541-1554.
- VAN DER EIJK Cees, FRANKLIN Mark (éds), 1996, *Choosing Europe? The European Electorate and National Politics in the Face of the Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- , 2004, «Potential for Contestation on European Matters at National Elections in Europe», in *European Integration and Political Conflict*, Gary Marks, Marco R. Steenbergen (éds), Cambridge, Cambridge University Press, p.32-50.
- VAN INGELGOM Virginie, 2012, «Mesurer l'indifférence. Intégration européenne et attitudes des citoyens», *Sociologie*, 3, p. 1-20.
- , 2014, *Integrating Indifference. A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, Colchester, ECPR Press.
- WORRE Torben, 1996, «Denmark: Second-Order Containment», in *Choosing Europe? The European Electorate and National Politics in the Face of the Union*, Cees Van der Eijk, Mark Franklin (éds), Ann Arbor, University of Michigan Press, p.97-114.